

L'habile jeu d'échecs du Flamand De Wever en Belgique

**UNE MAJORITÉ
DE FLAMANDS
NE CONSIDERE
PAS QUE
L'INDÉPENDANCE
SERAIT LE GAGE
DE SON FUTUR
BIEN-ÊTRE**

Analyse

JEAN-PIERRE STROOBANTS
BRUXELLES - correspondant

Aimé ou détesté, en Flandre comme en Wallonie, Bart De Wever est l'homme politique le plus intrigant, et le plus rusé, de Belgique. Dans une récente déclaration, il semble avoir rompu avec l'élément clé du programme de son parti, l'Alliance néoflamande (N-VA) : le président du parti nationaliste et maire d'Anvers a indiqué être prêt à troquer son objectif d'assurer l'indépendance de la Flandre contre la poursuite de la coalition fédérale actuelle, alliance de trois formations flamandes et d'une francophone, le Mouvement réformateur du premier ministre, Charles Michel.

Les choses ne s'énoncent bien sûr pas de cette manière. M. De Wever a expliqué il y a peu au quotidien *L'Echo* – censé être lu par des francophones favorables au gouvernement actuel – que, lors des prochaines élections, et si le résultat le lui permet, il continuerait volontiers « sans le PS francophone ». Mais que s'il était forcé de discuter avec cette formation majoritaire en Wallonie, il présenterait bien son programme institutionnel. A savoir la marche vers le « confédéralisme », cette notion plus que hasardeuse dans le cas de la Belgique mais dénuée de l'impact émotionnel du terme « séparatisme ». Celui-ci, vieille lune de l'activisme flamand, ne mobiliserait plus, en vérité, que 4 % ou 5 % de la population du nord du pays.

Or, le projet de M. De Wever et de son parti vise – visait ? – bien à créer une Flandre indépendante qui jetterait la Belgique fédérale aux oubliettes, ne laissant aux Wallons et aux Bruxellois que deux options : la reconstruction d'un Etat belge réduit à sa partie francophone, ou le rattachement à la France. Ils ne veulent ni l'une ni l'autre. Ils ne veulent pas, non plus, d'une septième réforme institutionnelle qui ferait voler en éclats leur dernier bouclier, une sécurité sociale unitaire qui les protège d'un appauvrissement estimé à 10 %. Alors même que la réforme précédente a, certes, octroyé de nouvelles compétences aux régions mais raboté leur financement par l'Etat central, ce qui causera à terme de graves difficultés budgétaires pour les Wallons et les Bruxellois.

Autant dire que le propos, « assez simple » selon l'intéressé, de M. De Wever est machiavélique : « Ne votez pas pour les socialistes et ce pays survivra ; faites-le, et il volera en éclats ». Un récent sondage a indiqué que... 19 % des Wallons étaient déjà prêts à voter pour une N-VA francophone si elle existait. Négligeant le projet séparatiste du parti, ces électeurs expriment, en fait, leur appétit de changement face à la pesante tutelle du PS sur leur région et soutiennent le programme conservateur de « la loi et l'ordre », incarné par les actuels ministres fédéraux de la N-VA. C'est aussi ce qui se passe en Flandre, et M. De Wever l'a

compris : le thème indépendantiste n'est pas, n'est plus, celui qui mobilise d'abord l'électeur. Désireux de constituer une grande formation populaire de droite, libérale au plan économique, interclassiste et sécuritaire, le maire d'Anvers sait que le nationalisme n'est pas le principal ressort d'un tel projet. Une majorité de Flamands, préoccupés par bien d'autres questions, ne considère pas que l'indépendance serait le gage de son futur bien-être, tout en restant sensible à l'idée qu'elle paie trop pour une Wallonie qui tarde à se remettre en question.

DÉFECTIONS ET MÉCONTENTES

Constatant, en outre, les difficultés que rencontrent Catalans et Ecossais, M. De Wever a, aussi, tiré les leçons de l'histoire de la Belgique.

Il sait que le « Mouvement flamand », une nébuleuse militante aujourd'hui réduite à quelques milliers d'adhérents, divisés sur la façon de concrétiser leur rêve autonomiste, garde un pouvoir d'influence et de nuisance. Mais il sait aussi que le courant nationaliste ne pourra démembrer ce pays, sauf à passer outre les règles constitutionnelles qui l'obligent à réunir une majorité parlementaire, actuellement introuvable. Seul le parti xénophobe Vlaams Belang propose que la Flandre procède à une déclaration unilatérale d'indépendance : « La Constitution peut être facilement rejetée puisqu'elle est belge », martèle cette formation radicale, qui espère récupérer des déçus de la N-VA.

Héritier du courant pragmatique qui côtoie, en Flandre, néofascistes, conservateurs et libéraux, M. De Wever a, lui, bâti une notoriété et un parti en se servant de divers outils. L'indépendantisme n'est que l'un d'eux. Pour preuve, cette participation, a priori paradoxale, au pouvoir fédéral qui aboutit à ce que la N-VA sauve non seulement les meubles de cet Etat qu'elle aime peu, mais qu'elle en renforce les fondations. En se développant et en se diversifiant, le parti est toutefois devenu plus fragile. Il a connu ses premières défections, et la première contestation du pouvoir de M. De Wever, après l'annonce d'un possible gel de son projet autonomiste. Aussi le président a-t-il dû confirmer qu'à terme, le confédéralisme restait son objectif. « A terme ». Dans l'intervalle, le parti usera de sa force et de la majorité numérique de la Flandre pour assurer un peu plus sa domination sur les leviers essentiels du pays.

Et les dirigeants francophones ? Désunis, ils risquent de n'être que les spectateurs d'un scénario écrit par M. De Wever. Le parti de Charles Michel qui ne représente, grosso modo, qu'un francophone sur cinq, a tenté en 2014 un pari osé : embarquer pour la première fois les nationalistes dans une aventure gouvernementale à condition qu'ils gèrent leurs exigences institutionnelles. L'objectif semble atteint mais, pour les Wallons et les Bruxellois, il reste à définir un autre projet que celui du refus et de la peur. ■

stroobants@lemonde.fr